

UNIVERSITA' CATTOLICA DEL SACRO CUORE

Congrès d'étude

LE DEVELOPPEMENT DES PEUPLES EST LE NOUVEAU NOM DE LA PAIX

Prof. Jacques Lesourne

LE DEVELOPPEMENT DES PEUPLES:

DE L'ANALYSE DES PERSPECTIVES A L'EXPLORATION DES POLITIQUES

Piacenza - Salsomaggiore Terme

7 - 8 - 9 Avril 1983

LE DEVELOPPEMENT DES PEUPLES :
DE L'ANALYSE DES PERSPECTIVES A L'EXPLORATION
DES POLITIQUES
par J. Lesourne¹

L'état de l'économie mondiale rend aujourd'hui plus nécessaires que jamais des réflexions sur le développement, des réflexions dont le but ultime ne doit pas être la connaissance, mais l'action, qu'il s'agisse d'éclairer ou d'influencer d'anonymes décideurs ou de s'adresser à un groupe social pour l'inciter, en modifiant ses comportements, à changer son avenir ou celui des autres.

Aussi, cette communication se scindera-t-elle, tout naturellement en deux parties : la première s'efforcera de rappeler de manière très synthétique les problèmes majeurs que les études de prospective des dernières années ont fait apparaître quant à l'évolution du système socio-économique mondial ; la seconde s'efforcera d'explorer les grandes lignes de politiques susceptibles d'infléchir le probable et de mieux gérer l'imprévisible. Mais il est impossible de parler de politiques sans s'interroger sur les finalités. Je me

¹ Professeur d'Economie au Conservatoire National des Arts et Métiers

permettrai donc d'esquisser quelques-unes des questions qu'elles soulèvent en préambule à la deuxième partie.

1

Une manière commode d'analyser succinctement les perspectives économiques et sociales mondiales est de considérer tout d'abord les évolutions du système économique international puis d'aborder ensuite les principaux problèmes internes des trois grandes catégories de sociétés que sont les sociétés industrielles avancées à économie de marché, les sociétés du monde en développement, les sociétés à économie planifiée de l'Europe de l'Est, mais une telle manière de procéder n'a de sens qu'à condition de garder présentes à l'esprit toutes les interrelations entre les phénomènes et d'éviter d'oublier les spécificités nationales au sein des trois groupes de sociétés.

1. Depuis la fin des années 60, la nature et le fonctionnement du système international sont en train de se transformer profondément sous l'influence de trois enchaînements différents :

. Même si l'existence de limites physiques à la croissance ne semble pas devoir engendrer de contrainte majeure dans les décennies à venir, l'humanité devra se préoccuper de plus en

plus de l'impact de ses activités économiques sur l'environnement sous toutes ses formes, car elle va connaître une énorme période de transition à cet égard ; énorme par sa durée (entre le demi-siècle et le siècle) ; énorme par son ampleur (triplément de la population de 4 à 12 milliards, changements profonds puis mutations de l'agriculture, substitution massive des sources d'énergie primaire à la suite du déclin de la production du pétrole classique, apparition de problèmes écologiques sérieux au niveau local ou régional). Pendant cette période, l'adaptation constante du flux de ressources aux besoins résultant de la croissance démographique et du développement économique sera à l'origine de difficultés et de graves conflits sur le plan national et international. Quant à l'importance du patrimoine commun de l'humanité, elle deviendra progressivement de plus en plus apparente.

. Avec le changement progressif du rôle régulateur des Etats-Unis, l'essor du Japon, l'affaïssement de l'Europe, la constance de la politique soviétique, l'éveil de la Chine, la différenciation d'un Tiers-Monde à la fois conscient de ses solidarités et de moins en moins homogène, le système économique mondial est en train de devenir de plus en plus multipolaire. La multipolarité que nous allons vivre n'est pas une résurrection de celles de 1750 ou de 1840 organisées au-

tour de quelques Etats de puissance comparable. Elle contiendra en son sein le duopole instable des Etats-Unis et de l'Empire Soviétique, un ensemble de nations du Nord et du Sud aux marges de jeu limitées et l'énorme potentiel révolutionnaire de certaines zones du Tiers-Monde. Cette multipolarité sera pour chaque gouvernement une source d'imprévisibilité croissante.

Simultanément, l'interdépendance sociale, politique, économique et culturelle augmente non seulement entre les nations mais entre les activités humaines. Entre les nations, s'accroissent les flux migratoires, les flots de pétrole, les cargaisons de céréales, les tonnes de minerais, les échanges de produits manufacturés, les transferts de technologie, les mouvements financiers, tandis que les activités humaines deviennent de plus en plus concurrentes pour l'utilisation des mêmes terres, des mêmes ressources minières ou énergétiques, des mêmes hommes. Tout en étant avantageuse pour de nombreux pays, l'interdépendance renforce aussi la vulnérabilité de chaque société nationale.

2. Mais le système international est aussi profondément marqué par les évolutions autonomes internes aux sociétés industrielles à économies de marché.

Les sociétés européennes, par exemple, subissent depuis une dizaine d'années, l'effet d'une double tendance :

. De nouvelles aspirations (et valeurs) s'y développent ; plus ou moins profondes et cohérentes selon les individus, elles semblent s'organiser autour de la recherche par ces derniers d'une libération dans tous les rôles sociaux qu'ils exercent et d'un enracinement dans des petits groupes géographiques, éthiques, religieux, professionnels. En conséquence, les gouvernements ont à faire face à tout un éventail de demandes émanant de minorités variées tandis que se modifient en profondeur les attitudes à l'égard du travail, de la famille, de la hiérarchie, de la science.

. Tous les groupes sociaux s'organisent progressivement pour négocier entre eux et avec le gouvernement, constituant ainsi un oligopole social qui s'efforce de transférer la détermination d'un grand nombre de variables économiques du domaine du marché à celui des négociations politiques. D'où un accroissement formidable des rigidités sociales.

Beaucoup plus atteinte par la première tendance que par la seconde, la société américaine a gardé une bonne partie de sa flexibilité, mais elle a en revanche de plus en plus de difficultés à définir sa position par rapport au monde dans la mesure où elle a perdu dans une certaine mesure son leadership tout en ayant conservé un pouvoir de veto sur nombre d'évolutions. Elle contribue puissamment de ce fait

aux incertitudes du monde multipolaire.

La société japonaise enfin, tout en étant sensible en profondeur aux interrogations sur les nouvelles valeurs, conserve plus que les autres un sens aigu des menaces extérieures et puise dans sa cohésion une adaptabilité remarquable qui lui permet de modifier à son avantage les flux du commerce international.

Mais les sociétés industrielles sont aussi le siège d'aventures technologiques dont l'importance ne le cède en rien aux grandes aventures du passé et qui tendent à se diffuser sur l'ensemble de la planète. Ces aventures se développent autour du complexe de l'électronique (avec la télématique, la bureautique et l'automation), des biotechnologies, du changement dans les sources d'énergie primaire ou dans leurs formes de conversion, de la conquête de l'océan et de l'espace, des bouleversements dans la nature des matériaux.

3. Quant aux sociétés du Tiers-Monde, dont la population représentera (Chine comprise) 78 % de la population mondiale à la fin du siècle et bien davantage 25 ans plus tard, elles tendent à se différencier les unes des autres, tout en ayant à faire face à des problèmes communs :

. D'un côté apparaissent de nouveaux pays industriels (en Asie de l'Est et en Amérique latine principalement) qui pour-

raient représenter ensemble, selon Interfuturs, de l'ordre de 12 % de la population du monde en l'an 3000. De l'autre, subsistent les deux grands continents pauvres que sont l'Asie du Sud et l'Afrique Noire, et qui pourraient réunir 28 % de l'humanité à la fin du siècle. Particulièrement préoccupante est la situation de l'Afrique Noire où la production agricole par tête a baissé au cours des 25 dernières années. Entre les deux, l'immense Chine qui en dépit de l'augmentation de sa production industrielle devra consacrer pendant les prochaines décennies d'importants efforts au développement de son agriculture et de nombreux pays classés par la Banque Mondiale dans les pays à revenu intermédiaire et dont les échanges extérieurs dépendent souvent d'exportations de produits de base minéraux ou agricoles. Les problèmes que posent à ces divers pays le couplage avec l'économie mondiale diffèrent sensiblement.

. Si les perspectives de ces groupes de pays du Tiers-Monde semblent plus divergentes que celles des pays industriels à économies de marché, il n'en reste pas moins que beaucoup de pays en développement ont à relever les mêmes défis : une croissance très rapide de la population, une explosion sans précédent de la taille des agglomérations urbaines, une augmentation insuffisante de la production alimentaire nationale (souvent jointe à une dégradation inquié-

tante de l'environnement local), une tendance à des formes d'industrialisation trop intensives en capital, des recettes d'exportation fluctuantes, des difficultés à mettre en exploitation leurs ressources énergétiques propres et/ou à importer le pétrole nécessaire à leur développement, un déficit chronique de leurs balances des paiements avec pour conséquence des niveaux d'endettement élevés tant par rapport au montant des exportations que par rapport au PIB.

Particulièrement préoccupant est le fait que les études prospectives à long terme arrivent en général à la conclusion que le nombre absolu d'hommes en état de malnutrition n'aura pas baissé à la fin du siècle, le seul espoir étant par conséquent une diminution du pourcentage de ce groupe dans la population mondiale.

Face à cette situation, la plupart des pays du Tiers-Monde éprouvent des difficultés à définir des stratégies de développement nationales cohérentes et encore plus à les mettre en oeuvre efficacement. Très souvent, il n'existe pas en effet de stratégie pleinement satisfaisante et l'inefficacité des actions gouvernementales -déjà très forte dans les pays développés- est naturellement dans beaucoup de pays en développement l'un des obstacles auxquels se heurte l'évolu-

tion de la société.

4. Restent les sociétés de l'Europe de l'Est. Bien que moins liées au système économique mondial que les précédentes, elles n'en souffrent pas moins du ralentissement de la croissance de leurs marchés à l'exportation et pour certaines d'entre elles de la hausse du coût de leur approvisionnement en pétrole. Par ailleurs, l'évolution de leurs populations actives fait dépendre leur croissance future d'augmentations de productivité rendues difficiles par l'inefficacité de leurs systèmes de planification centralisés. Quant à l'évolution des aspirations, elle semble se traduire, selon les pays, par une tendance à la résignation, à l'indifférence ou au cynisme ou par des demandes de réforme des systèmes de régulation sociale. Aussi, dans le temps même où s'accroît sa puissance militaire, la stabilité apparente du bloc de l'Est masque-t-elle des évolutions économiques internes préoccupantes.

5. La conjonction des perspectives qui viennent d'être esquissées, se traduit dans le domaine économique (et par des enchaînements qu'il est impossible de décrire dans le cadre de cette communication), par de multiples conséquences à moyen ou long terme :

(i) Sur le plan international :

- Il devient de plus en plus difficile de coordonner les politiques macroéconomiques des pays de l'OCDE, ce qui limite la croissance possible de chacun d'eux et accentue la forte fluctuation des taux de change entre les principales monnaies.

- Le maintien d'une forte dépendance de l'économie mondiale par rapport au pétrole du Moyen-Orient n'exclut pas, en dépit de l'évolution actuelle du prix du brut, le risque d'un troisième choc pétrolier engendré par des événements politiques dans cette zone.

- Le fort niveau d'endettement de certains pays du Tiers-Monde (ou d'Europe de l'Est) fragilise le système financier international et pourrait, en cas de freinage brutal des prêts à ces pays, rendre encore plus sévère la présente récession.

- L'accentuation de la concurrence industrielle entre les diverses zones mondiales dans un contexte de faible croissance met en péril le système multilatéral des échanges.

(ii) Au sein des pays industriels à économie de marché :

- Les perspectives de croissance s'avèrent faibles et irrégulières (même si l'on n'extrapole pas à moyen terme les taux actuels).

- Le chômage risque de se maintenir à des niveaux importants, sous le triple effet de la faible croissance, du coût marginal réel du travail trop élevé, de l'adaptation des structures productives.

- L'inflation reste menaçante en dépit des progrès récemment faits sur ce front (au détriment d'ailleurs de l'activité économique).

- L'Etat-protecteur est en crise, atteint par l'accroissement rapide de ses dépenses, par les effets pervers de certains modes de prélèvement, par la remise en cause de certains de ses impacts redistributifs.

- Les structures productives sont (et continueront à être) soumises à de fortes pressions intérieures et extérieures compte tenu des transformations technologiques, des changements de la demande, des différences internationales des coûts relatifs des facteurs de production, des actions des gouvernements.

(iii) Au sein des groupes de pays du Tiers-Monde :

- Les possibilités de décollage économique des nouveaux pays industriels risquent d'être compromises si ne sont pas résolues leurs difficultés de balances des paiements.

- Les pays pétroliers ont, à court terme, à faire face à la baisse de leurs revenus extérieurs et plus fondamentale-

ment à mettre en route des processus de développement permettant d'entrer sans heurt dans l'ère de l'après-pétrole.

- Le développement de l'agriculture, le freinage de l'émigration vers les villes, l'accession d'une plus grande partie de la population à des conditions de vie dignes vont continuer à être certaines des préoccupations essentielles des pays à revenus intermédiaires ou à faibles revenus.

Aussi, trois ans après la parution du rapport Interfuturs, l'une des lignes d'avenir qu'il considérait comme possible -indépendamment naturellement des risques de ruptures- mérite encore d'être prise en compte :

"Une évolution possible -mais de grands efforts devraient être faits pour l'infléchir- serait alors la suivante en l'absence de modification majeure des politiques gouvernementales tant au Nord qu'au Sud et en supposant qu'aucune rupture cumulative ne se produit : la croissance lente actuelle des économies développées se poursuit pendant une quinzaine d'années avec permanence du chômage structurel. La coordination des politiques conjoncturelles continue à être insuffisante et l'adaptation structurelle se fait tant bien que mal à l'abri de mesures protectionnistes indirectes dirigées contre des importations en provenance à la fois des

autres régions industrialisées et du Tiers-Monde. Certains pays font preuve d'une plus grande souplesse d'ajustement, notamment le Japon, et la productivité y augmente sans que la productivité d'aucun autre pays constitue une sorte de plafond. Les gouvernements arbitrent difficilement entre les demandes traditionnelles toujours vivaces et les nouvelles demandes émanant de minorités actives. Seuls, quelques pays optent plus clairement pour la nouvelle croissance et règlent certains de leurs échanges avec l'extérieur pour rendre possible l'évolution choisie.

Le Tiers-Monde continue de se différencier. Dans les continents pauvres, certains pays tentent des stratégies de développement réformistes ou radicales pour mieux satisfaire les besoins de base de la majorité, mais la réussite de ces tentatives n'est pas assurée. Le Tiers-Monde essaie aussi d'organiser sa coopération, mais n'y réussit que très partiellement, d'autant plus que subsistent, pour des raisons culturelles, politiques, militaires, économiques des liens étroits entre l'Amérique Latine, l'Amérique du Nord et l'Europe ; l'Afrique et l'Europe ; le Moyen-Orient, les Etats-Unis et l'Europe ; l'Asie du Sud-Est et le Japon.

Malgré le semi-protectionnisme, qui existe tant au sein

du Nord qu'entre le Nord et le Sud et au sein du Sud, le redéploiement des activités économiques dans le monde continue intensément et les pays en cours d'industrialisation accroissent leurs échanges avec les pays développés. Sans s'intégrer réellement dans le marché mondial, ils en dépendent de plus en plus fortement.

Mais, pour être possible, une telle image n'en est pas moins très inquiétante :

. Des peuples montent les aspirations non satisfaites : les gouvernements des pays développés ont à faire face aux revendications d'une population vieillissante qui exprime à la fois de nouvelles demandes et un fort besoin de sécurité ; dans le Tiers-Monde, la pauvreté absolue ne recule que lentement en pourcentage relatif.

. Harassés par la multiplicité des problèmes à résoudre, pris dans les nombreux conflits que fait naître l'interdépendance, les gouvernements n'arrivent pas à établir leur coopération sur une base régulière et confiante. Beaucoup de questions sont résolues tardivement et les solutions trouvées correspondent surtout à ce que les économistes appellent des équilibres non coopératifs¹.

¹ Interfuturs, rapport final, version française p. 421-422 OCDE, Paris, 1979.

C'est en partant de ce diagnostic qu'il faut tenter d'explorer des voies pour l'action, mais aucune tentative de ce genre ne peut escamoter l'inévitable débat sur les finalités.

Pour certains, l'homme n'est pas seulement le gardien de lui-même mais le gardien du Vivant, le protecteur de l'ensemble des espèces animales et végétales qui se reproduisent à la surface de la terre. Pour d'autres, la seule référence acceptable se limite à l'humanité. Tous les hommes. Rien que les hommes. Ceux d'aujourd'hui et de demain. Mais ces combattants de l'humain n'appartiennent pas tous à la même paroisse et, au sein de la seule famille socialiste, plus que des nuances séparent les révolutionnaires prêts à sacrifier tous les individus dont l'existence compromet l'avènement de lendemains lumineux et les objecteurs de conscience qui se refusent à répandre le sang pour quelque cause que ce soit. Viennent ensuite les cohortes de ceux qui ne regardent le monde qu'à travers le devenir d'un groupe national, ou qui s'identifient à d'autres groupes humains que la nation, ou qui ne se préoccupent que de la survie et du bien-être de leur famille ou même que de la conservation de leur propre peau. Typologie trop simple certes, mais qui me permet de me

situer : J'accepterai la référence éthique à l'ensemble du vivant, mais en privilégiant en son sein l'humanité et, au sein de l'humanité, les deux êtres historiques auxquels j'appartiens, la société française et la civilisation européenne. Me référant à l'histoire et à l'exemple qu'elle donne de sociétés que leur incapacité à s'adapter a mis sur la voie du déclin irréversible et de sociétés qui, par leur pouvoir de création ont survécu et se sont épanouies malgré un bouleversement de leur environnement, j'esquisserai quelques-unes des voies que pourraient emprunter les pays européens pour infléchir l'avenir du monde. Certes, le message serait différent si j'étais né à Ryad, Pékin ou Rio, mais n'est-ce pas en étant à la fois nous-même et ouvert sur le monde que nous avons le plus de chance de rendre possible de véritables dialogues ?

De ce point de vue, deux attitudes paraissent extrêmement défavorables à l'avenir des sociétés européennes : l'une serait de tenter de maintenir le statu quo et de refuser de s'adapter au devenir du monde, l'autre serait de se rallier à une révolution majeure quant au fonctionnement de l'économie mondiale puisqu'une telle révolution accélérerait le déclin de ces sociétés. Au contraire, les sociétés européennes devraient, me semble-t-il, œuvrer pour une réforme progressive du système

international et de leurs systèmes nationaux. Si elles suivent une telle stratégie, elles auront naturellement à lutter sur deux fronts : à l'intérieur contre les groupes sociaux qui s'efforceront de ralentir les adaptations ; à l'extérieur contre les nations qui voudraient soit bloquer l'évolution, soit changer radicalement les règles en leur faveur.

Libre à chacun d'accepter ou de refuser de telles orientations, mais j'ai pensé préférable de les exposer avant d'examiner les cinq questions qu'il me paraît nécessaire d'aborder dans la deuxième partie de cette communication. Ces cinq questions sont les suivantes :

Comment engendrer au sein des sociétés européennes des attitudes positives à l'égard du futur ?

Comment gérer la transition dans nos relations avec l'écosphère ?

Comment améliorer la coopération internationale dans un monde multipolaire ?

Quelles stratégies adopter à l'égard du Tiers-Monde ?

Quels changements promouvoir dans les sociétés européennes ?

En abordant les trois dernières questions, je me limiterai aux pays de l'OCDE et du Tiers-Monde sans aborder la

question fort importante des relations avec les sociétés d'Europe Orientale. La raison de cette omission ? Elle est fort simple : Dans l'état actuel du monde, il est impossible de traiter des problèmes Est-Ouest sans considérer la dimension de la sécurité militaire. Or, cette dimension n'a pas été introduite dans cette communication.

Obtenir l'émergence au sein de nos sociétés d'attitudes plus réalistes à l'égard du futur ne se décrète pas, mais peut être facilité par des débats publics sur quelques thèmes majeurs :

. Celui de la démographie, car la permanence d'une population suffisamment jeune dans les pays développés peut être plus importante pour le maintien de la stabilité du monde que le désavantage résultant de l'accroissement des consommations de ressources. En effet, s'il n'en est pas ainsi, comment se comprendront les sociétés vieillissantes du Nord et les sociétés adolescentes du Sud ?

. Celui de l'information, car il est essentiel dans des démocraties que les citoyens se forment une représentation claire du monde dans lequel ils sont susceptibles de vivre. Certes, l'amélioration de l'information sur l'évolution du monde n'engendrera pas par magie le consensus social mais elle peut servir à enraciner plus profondément le débat po-

litique dans la réalité des faits.

. Celui de l'éducation, car l'ouverture au monde, la connaissance des autres cultures et des phénomènes économiques et sociaux doit permettre à chaque enfant européen de tirer de son éducation une compréhension suffisante du monde multipolaire et interdépendant dans lequel il passera l'essentiel de son existence et où il rencontrera des partenaires et des concurrents.

. Celui du professionnalisme (au sens large du développement des attitudes et des capacités professionnelles), car à long terme le seul actif de l'Europe restera la qualité des Européens et leur aptitude à coopérer.

1. Enumérer toutes les actions nécessaires pour gérer les relations avec l'écosphère au cours de la période de transition dépasserait le cadre de cette communication, mais il est heureusement possible de se référer à *Global 2000 : Time to act*¹ qui analyse ces questions du point de vue des Etats-Unis. La plupart des problèmes évoqués dans ce document (alimentation et agriculture, ressources énergétiques renouvelables et économies d'énergie, forêts tropicales, diversité biologique, ressources côtières et maritimes, risques

¹ Global future, time to act, Council of environmental quality, United States, Department of State, 1981.

de pollution globale) concernent aussi les Européens. Aussi me limiterai-je à souligner quelques domaines de particulière importance :

- la nécessité d'intensifier nos recherches sur les interactions entre les activités de l'homme et le climat,
- l'utilité de maintenir la diversité biologique pour accroître la résilience du vivant à des chocs divers et inattendus,
- la priorité qui doit être donnée aux économies d'énergie et au développement du charbon et de l'énergie nucléaire pour réduire le risque d'un nouveau choc pétrolier,
- les précautions à prendre pour assurer la conservation des sols et l'assistance qui doit être donnée aux pays du Tiers-Monde pour les aider à développer des agroécosystèmes résilients, c'est-à-dire des formes d'agriculture capables de vivre indéfiniment en symbiose avec leur environnement physique.

Derrière ces sujets se profile l'un des problèmes les plus difficiles des sociétés modernes, celui des procédures d'évaluation et d'acceptation des risques, c'est-à-dire des arbitrages entre le présent et le long terme, ou des attitudes à l'égard des désastres majeurs à très faible probabilité d'apparition.

2. L'économie mondiale reste encore dominée et pour longtemps par le triangle du Nord : USA, Communauté Economique Européenne, Japon. Aussi, comme nous l'avons vu, les politiques économiques adoptées dans chacune de ces régions influencent-elles à la fois l'évolution des deux autres et celle de l'ensemble des autres pays.

Une coordination de leurs politiques économiques par les pays de l'OCDE est devenue une nécessité. Or la difficulté de cette coordination ne résulte pas seulement de différences d'intérêts. Elle provient également du fossé qui s'est progressivement créé entre les perceptions des problèmes internationaux par les Américains, les Européens et les Japonais. Tenter de combler ce fossé le plus rapidement possible me paraît une priorité absolue. Il convient aussi :

- que chaque Etat repense son organisation administrative en fonction de l'interdépendance croissante avec l'extérieur,

- que les Etats apprennent à tenir compte dans leurs décisions des déséconomies que leurs politiques sont susceptibles d'infliger aux autres,

- qu'un effort soit fait pour améliorer le fonctionnement des organisations intergouvernementales en redonnant aux organes exécutifs de ces organisations le pouvoir de prendre des initiatives et de formuler des propositions.

Ces actions des gouvernements de l'OCDE pour partager des visions communes des problèmes du monde et pour mieux être organisés pour y faire face, devraient permettre d'intensifier la coopération dans une double direction :

. la première consisterait à s'engager sur les voies d'une croissance plus forte grâce à une meilleure coordination des politiques économiques et monétaires,

. la seconde concernerait la recherche *simultanée* de l'efficacité par une amélioration du fonctionnement des marchés internationaux et de mesures susceptibles de réduire la vulnérabilité des économies nationales (se limiter en effet au premier objectif aboutirait à une impasse à cause des résistances de certains pays, les pays européens notamment, tandis que ne considérer que le second risquerait de déboucher sur le protectionnisme).

Naturellement, le renforcement de la coopération économique au sein de l'OCDE ne peut se concevoir que s'il s'accompagne simultanément :

- de stratégies des pays industriels à l'égard du Tiers-Monde,
- de transformations au sein des économies de l'OCDE.

C'est à ces deux aspects que vont être consacrés les deux derniers paragraphes de cette communication.

3. A l'égard du Tiers-Monde, les pays européens doivent élaborer d'autres stratégies que de pompeuses formules sur le Nouvel Ordre Economique International ou qu'un vague sentiment de commisération nourri de culpabilité et de charité. Des stratégies qui s'appuient sur la réalité de la différenciation du Tiers-Monde. Des stratégies qui maîtrisent l'évolution du système international :

(1) Reconnaissons que pour les nouveaux pays industriels, l'essentiel est un accroissement régulier de leurs exportations, une diversification de leur économie, un accès facile aux capitaux étrangers et une participation à la gestion de l'économie mondiale. En échange demandons-leur de ne pas nous infliger des ajustements industriels trop brutaux, de ne pas mettre sans raison des barrières à nos exportations, d'adopter des politiques fiables quant à nos investissements.

Les pays producteurs de pétrole, cessons de les voir comme des parvenus et considérons les dans la réalité de leurs lendemains incertains (comme le montre la crise financière actuelle de certains d'entre eux). A nous d'adopter des politiques vigoureuses en matière d'énergie. A nous de faire l'effort d'adapter nos exportations à des programmes

de développement réalistes pour eux..

Pour les pays intermédiaires, essayons de mettre au point, en accord avec eux, une assistance au développement de l'agriculture de subsistance, la mise au point de techniques industrielles modernes et adaptées, une assistance pour la mise en valeur de leurs ressources énergétiques et minérales nationales, une meilleure gestion des marchés des produits de base, des prêts à long terme importants.

Pour les pays pauvres, l'heure est encore aux plans d'assistance nationaux ou régionaux, mais dans le cadre de politiques réalistes pour assurer une certaine dignité à leurs populations, même avec un faible niveau de revenu par tête.

(ii) Mais à ces stratégies diversifiées doit répondre une volonté de canaliser l'interdépendance :

. Aider les pays en développement non producteurs de pétrole à réduire leur dépendance énergétique en les incitant à investir dans ce domaine grâce à un système de financement à long terme. Simultanément, faciliter aux pays de l'OPEP l'entrée dans l'ère de l'après-pétrole. C'est la priorité numéro un.

. Améliorer le fonctionnement des marchés des produits de base en stabilisant les recettes d'exportations, en rédui-

sant les barrières à l'importation dans les pays développés, en tenant compte de l'impact sur les pays en développement de la fixation des prix des produits agricoles sur les marchés nationaux des pays développés, en accroissant l'aide alimentaire.

. Elaborer des politiques positives d'ajustement structurel dans le domaine industriel. Essayer de promouvoir un abaissement progressif et général des barrières réciproques en ce qui concerne les relations avec ces pays. Eviter les mesures qui incitent à des formes d'industrialisation trop capitalistiques dans le tiers-monde. Mettre sur pied des politiques actives en ce qui concerne la coopération scientifique, la mise au point et l'emploi des technologies adaptées, la formation.

. Accroître l'aide, La répartir différemment par zone géographique. L'intégrer dans une politique générale à l'égard du pays ou du groupe de pays concerné. L'orienter vers la satisfaction des besoins de base. Rechercher des formes institutionnelles complémentaires des formes actuelles pour sa distribution.

. Faire avancer simultanément les négociations globales et des négociations multilatérales ou bilatérales à l'échelle des groupes de pays. Inventer des formes nouvelles de co-

opération régionale. Attacher de l'importance à toutes les formes de coopération non gouvernementales.

4. Mais des coopérations accrues au sein de l'OCDE ou entre pays de l'OCDE et pays du Tiers-Monde ne se développeront pas sans transformations socio-économiques internes au sein des sociétés industrielles et notamment des sociétés européennes. Voici, à ce sujet, quelques uns des thèmes qui me paraissent prioritaires :

(i) Les pays de la Communauté Economique Européenne auront à choisir si, dans le monde incertain de demain, leur *espace d'assurance* sera celui de la Communauté ou celui qu'enserrent leurs frontières nationales. Choix essentiel, car il conditionnera leurs politiques des échanges extérieurs et leurs politiques des structures productives et influencera de manière décisive leurs taux de croissance futurs et leur rôle dans le monde. Certes, les obstacles sont énormes, mais leurs intérêts à long terme devraient inciter les pays européens à reconnaître que c'est au niveau de la Communauté qu'il leur faut réduire leurs vulnérabilités extérieures.

(ii) Les pays de la Communauté devront continuer à desserrer le plus rapidement possible le noeud coulant de la dépendance énergétique en accentuant les économies d'énergie, en con-

tinuant les programmes nucléaires, en s'assurant de sources de charbon à des coûts acceptables, en préparant les énergies renouvelables et quasi renouvelables de demain.

(iii) Troisième priorité : élaborer des politiques macroéconomiques qui combinent les deux grands groupes d'instruments sans lesquels une économie développée n'est plus contrôlable : d'un côté, les instruments traditionnels de régulation de la demande, masse monétaire et déficit budgétaire dont les possibilités d'emploi sont fortement limitées par la propension à importer et par l'extrême sensibilité des taux de change ; de l'autre, des instruments nouveaux destinés à combattre le chômage classique et l'inflation engendrée par les coûts (réduction du coût marginal réel du travail ; réduction de la durée du travail sans augmentation du coût horaire du travail, ni baisse de la durée d'utilisation des équipements, ni réduction des capacités de production ; politique des revenus ; mesures de suppression des clauses d'indexation, etc ...)

(iv) Immense est le quatrième thème. Par son champ, l'ensemble des activités productives. Par la finalité qu'il implique : la transformation des structures productives de la Communauté pour que celle-ci soit à la fois capable de s'assurer des ventes sur les marchés extérieurs, tout en important du Tiers-Monde des produits de plus en plus élaborés. Par les politiques qu'il appelle, ces fameuses politiques industrielles à

l'égard des quelles les attitudes des divers gouvernements divergent sensiblement. Personnellement, je suis convaincu que la compétitivité de l'Europe ne peut reposer que sur la capacité de création de l'ensemble de la société et que le rôle majeur revient aux entreprises dans le cadre du fonctionnement des marchés, mais les gouvernements, en revanche, ont leurs responsabilités propres : fortifier les points-clés que les agents économiques ne sont pas en mesure d'assurer, définir les règles du jeu, informer, inciter, prévenir, amortir.

(v) Toutes les sociétés européennes devront aussi mener à bien la réforme de l'Etat-protecteur en s'orientant en priorité vers la défense des minorités de déclassés incapables de se défendre dans la lutte pour l'existence et que la continuation du chômage risque d'engendrer tandis qu'en ce qui concerne la majorité, l'action devrait se concentrer sur la protection vis-à-vis des risques exceptionnels.

(vi) De telles évolutions supposeront une vaste négociation avec l'oligopole social pour que certaines de ses structures acceptent d'échanger la défense étroite d'intérêts corporatistes contre la participation à une transformation de la société s'attaquant aux inégalités des chances et aux privilèges des statuts. Il s'agit naturellement d'un domaine où les situations diffèrent assez profondément entre les sociétés européennes.

(vii) Les thèmes précédents relèvent plutôt de l'économie traditionnelle. Le dernier sera d'une toute autre inspiration. Si, à l'avenir l'activité principale n'occupe que quatre jours par semaine en moyenne, si les aspirations, en se modifiant, s'épanouissent en une diversité de comportements, le cadre de vie, l'environnement et la culture deviendront une source de préoccupations majeures, juste après l'emploi et la santé. Le rôle des Gouvernements ? Il sera sans doute moins de faire que de permettre l'expression du droit à la différence sans que soit mise en cause la bonne gestion du patrimoine national commun.

Ce qui précède n'est qu'une ébauche. Incomplète, imparfaite. Trop abstraite sans doute, mais en l'esquissant, mon but était moins de faire des propositions précises que de suggérer une lecture prospective des grands problèmes de l'économie mondiale et de m'interroger, en fonction des finalités que j'ai rappelées, sur des orientations de politiques susceptibles sinon de résoudre ces problèmes, du moins d'éviter leur aggravation. Regrettant profondément que des engagements antérieurs m'aient privé du plaisir de participer à cette conférence, je serai heureux si cette communication contribue utilement aux débats et forme des vœux pour que la réunion permette un approfondissement de la réflexion sur le thème essentiel du développement des peuples.

elle est avant tout équilibre entre diverses forces; non pas un équilibre qui serait imposé par l'une d'entre elles qui disposerait d'un pouvoir supérieur, mais plutôt la résultante de leur agencement complexe et harmonieux. Il appartient aux gouvernants d'obtenir leur concours à leur politique et donc de voir en elles les instruments du dialogue avec la populations: "ils éviteront ainsi le péril d'une collectivisation intégrale ou d'une planification arbitraire qui, négatrices de liberté excluraient l'exercice des droits fondamentaux de la personne humaine". Il convient d'insister ici sur le rôle des organisations professionnelles dans la société moderne. Il ne suffit pas de se rappeler que l'Eglise cherche à promouvoir une société différenciée où certes une autorité existe qui a la responsabilité de la décision, mais où elle se doit d'exercer le pouvoir pour le bien commun c'est à dire normalement en consultation avec les intéressés et en les associant autant que faire se peut aux responsabilités (Gaudium e Spes par 75). Il est relativement facile de se représenter ce schéma d'organisation où un équilibre entre les citoyens et le pouvoir est réalisé à travers la médiation d'organismes intermédiaires qui jouissent dans l'Etat d'une situation plus ou moins officielle.

Les organisations professionnelles de techniciens et d'ingénieurs sont de ce nombre.

Quelle doit être leur fonction exacte dans la société? Doivent-elles être seulement représentatives ou encore exercer une responsabilité dans la direction de la société?

Si nous voulons cerner la réalité du dialogue et lui donner un contenu pratique, des considérations générales ne suffisent pas, car, en quelques années la place du technicien dans la société a changé. Il est de moins en moins celui qui vend son travail et peut se désintéresser des conséquences que celui aura pour les populations qu'il concernera. Il devient une partie essentielle dans une vaste machinerie qui tend à transformer les conditions de vie et de travail de nombreuses populations. Qu'il travaille dans un projet de développement ou seulement dans un pays développé, son travail ne sera pas indifférent du point de vue des relations économiques internationales. Le petit agriculteur vivant comme en économie fermée se fait rare dans nos pays. La production agricole proprement dite comme l'agro-alimentaire sont devenues des activités qui dependent

de l'économie mondiale et la conditionnent.

De même que l'ancien agriculteur se souciait de la dégradation des sols ou des dommages qu'il pouvait causer dans son village, maintenant que c'est le monde qui est devenu un village, quelle doit être l'attitude de celui qui y exerce une profession dont les autres dépendent? L'administration moderne de l'Etat tend à assumer toute la responsabilité de ce qui dépasse la sphère propre et observable de l'activité individuelle et à décharger chacun de sa responsabilité sociale. L'on se trouve en présence d'un danger qui réduit le dialogue au cercle des techniciens gouvernementaux. Nos pays sont remplis d'organisations professionnelles mais jouent-elles, tout le rôle qu'elles devraient dans la société? Question extrêmement importante qui peut être appliquée elle-même aux organisations chrétiennes.

3. Mais comment l'homme en dialogue saura-t-il que l'interprétation qu'il donne aux exigences de l'heure est juste, qu'il est "ferme dans la foi", qu'il ne cède pas aux illusions?

Laissé à l'exercice de sa responsabilité dans l'action, comment peut-il savoir qu'il en use bien?

~~Les limites de cette exposé ne permettent pas de traiter ce point ex~~
 professo, d'autant qu'il faut reconnaître que le Pape n'insiste pas sur ce point dans Populorum Progressio. L'on y trouve plutôt deux allusions qui renvoient à l'Encyclique Ecclesiam Suam dont la troisième partie avait largement exposé cet aspect de la question.

La première référence de PP se trouve au paragraphe 5 où Paul VI présente le travail de la Commission Pontificale Justice et Paix.

Il y est dit qu'elle doit susciter "dans tout le peuple de Dieu" la

~~conscience de son rôle dans le progrès des peuples pauvres.~~ C'est

dire que le chrétien ne peut se lancer dans l'action sociale, économique, politique ou culturelle ~~il n'est pas disposé à chercher~~

~~dans son rapport avec l'ensemble de la communauté des croyants un~~

~~signe qui lui permette de contrôler l'orientation chrétienne de ses~~

~~attitudes comme la rectitude de ses intentions.~~ Qui veut dialoguer

en croyant doit le faire dans l'Eglise et donc s'interroger sur ce

qu'est en lui le "sens de l'Eglise". Il ne s'agit nullement d'introduire

ici une forme clérical de la présence au monde, mais de souligner

l'une de ses dimensions essentielles et indispensables. ~~C'est la nature~~

~~de l'Eglise qui est en jeu dans cette question: nous reconnaissons~~
 nous comme membres d'une communauté vivante, participant à une
 même vie qui engage notre liberté ou bien voyons-nous dans notre
 appartenance à l'Eglise le regroupement accidentel de ceux qui croient

au Christ.

C'est à ce doute que répond Paul VI dans le second passage de PP sur la rectitude de l'engagement : évoquant la véritable nature du développement qui est de passer de conditions moins humaines à des conditions de vie plus humaines, il mentionne parmi celles-ci la foi (PP21) ~~"... le Dieu qui appelle par la bonne volonté de l'homme et l'unit, dans la charité du Christ, qui nous appelle tous à participer en fils à la vie du Dieu vivant, Père de tous les hommes."~~ Texte capital; il montre la vraie nature de l'adhésion au Christ: c'est la greffe sur la vigne dont la sève coule dans les sarments; c'est le corps dont tous les membres ne sont unifiés que par le même sang qui coule en chacun d'eux comment douter d'ailleurs de la réalité de la communauté des croyants puisqu'ils participent à la vie du Dieu vivant Père de tous les hommes ?"

Si les chrétiens ont parfois tant de mal aujourd'hui à se convaincre de la spécificité de leur apport dans le dialogue social, ne serait-ce pas que la conscience de la vie chrétienne conçue comme une vie communautaire de la grâce, se serait pas estompée chez nombre de nos contemporains? Ce quinzième anniversaire de l'Encyclique PP ne doit-il pas être l'occasion de s'interroger sur ce point: que signifie pour nous être membre de l'Eglise? Suis-je arrivé au point d'être persuadé qu'en dehors d'elle, je me trouverais privé de ce qu'il y a de plus intime en moi? S'il en est ainsi, l'une des raisons ne serait-elle pas que nous nous situons d'une manière trop extérieure par rapport à elle pour la juger ou si on la critique en notre présence nous sentons nous concernés? Comment acceptons-nous que les évolutions qui s'y produisent respectent les diversités afin de sauvegarder la cohésion? Quel est notre engagement dans les structures d'action sociale ou professionnelle puisque c'est à travers les institutions chrétiennes que nous pouvons rejoindre le corps tout entier?

Les problèmes soulevés par l'Encyclique PP sont toujours actuels. Qu'il s'agisse du développement des peuples pauvres et de l'accès à un minimum de bien-être, ce minimum requise pour la pratique d'une vie où ils puissent s'ouvrir à l'espoir et à la dignité. Qu'il s'agisse aussi de la participation spécifique des chrétiens aux activités sociales dans un monde en pleine transformation; il importait donc de reprendre le dossier de l'Encyclique et de nous demander comment traduire aujourd'hui les leçons qui sont les siennes. ||

In facing this fact, the monetary authority has a serious dilemma. Either it supplies a greater amount of money to pay for the greater global earnings of the labour force, thus initiating an inflationary spiral, or puts a brake on money creation. In this latter case recession follows, as the enterprises have to use part of the money available to them to pay for the higher wages and salaries, to the detriment of employment and production remunerations.

Let me clarify that the pressure of the labour force not only results from the genuine desire to improve its earnings, but also from the pressure of the State. When part of the taxes required to pay for its own growth falls on the shoulders of the labour force, this will try to recover what it has lost through a new increase in wages and salaries. When the labour force has enough power, this gives added impetus to the inflationary spiral.

What to do in these critical circumstances? As we all know, there is a school of thought that recommends to continue putting the brake in order to restrict the creation of money until the labour force is obliged to accept a fall in its real wages and salaries. This is considered necessary to the dynamics of surplus and the restoration of the process of accumulation. When this happens and